

Société

LES JOURNALISTES FACE À LA CRISE DU COVID-19

Laure Daussy

15/04/2020

C'est une actualité qui emporte tout sur son passage. Aucune autre info n'avait jamais monopolisé autant et aussi durablement les médias. Dans le même temps, le confinement crée des conditions particulières pour l'exercice du métier de journaliste. Cela reste une des rares professions à avoir le droit de se déplacer grâce à la carte de presse, mais avec le risque d'être contaminé ou même d'être vecteur du virus. Comment produire de l'info au temps du coronavirus ? Analyse avec Laure Daussy, journaliste à Charlie Hebdo.

« Bienvenue dans ce qui reste de Quotidien, bienvenue dans ce qui reste de Paris. » Accueil mi-ironique mi-résigné de Yann Barthès pour son émission diffusée sur TMC, en pleine crise du coronavirus. Comme une traduction en images télévisuelles de l'impact de la pandémie, son plateau a évolué en quelques jours : on y a vu, tout d'abord, le public disparaître, puis les chroniqueurs être espacés d'un mètre chacun, puis disparaître à leur tour derrière leur écran d'ordinateur, en télétravail par Skype. Et c'est à l'image de toutes les émissions aujourd'hui. Dans la plupart des journaux télévisés, toutes les interviews, que ce soit de ministres ou de médecins, se font désormais par Skype. Même sur LCP, les téléspectateurs ont découvert cette image inédite des députés posant des questions au Premier ministre, par écran interposé, lors de l'ouverture de la mission d'information parlementaire. Dans quelques années, ce seront certainement des images qui seront immédiatement reconnaissables, lorsque l'on se plongera dans les archives de la télévision en temps de Covid-19. Et ce n'est que la face émergée de l'iceberg. Chaque rédaction a dû se réorganiser en profondeur pour faire face à une situation historique.

Un « blast » historique

Premier constat : une seule et même actu a tout emporté sur son passage. C'est un « blast », constate une étude de l'INA, « un événement qui 'efface' tous les repères traditionnels, toutes les grilles, et presque toutes les autres infos ». Ainsi, du 6 au 22 mars 2020, sur les chaînes d'info, près de 75% du temps d'antenne a été consacré au coronavirus, soit une moyenne de 13 heures et 30 minutes par jour et par chaîne. L'ampleur et la durée de la médiatisation du Covid-19 sont un

phénomène totalement inédit dans l'histoire de la télévision.

Ce seuil de « 80% » de temps d'antenne consacré à un seul sujet avait déjà été atteint lors de la mort de Jacques Chirac, le 26 septembre 2019, mais seulement pour quelques heures. Cette fois-ci, le « blast » perdure. Le Covid-19 et ses déclinaisons économiques, médicales, sociétales trustent l'info dans tous les journaux télévisés. Parfois, certaines séquences médiatiques éclipsent d'autres infos qui seraient tout aussi dignes d'intérêt. Ici, il semble bien qu'aucune autre information ne puisse même exister, puisque la crise est mondiale et que toutes les sociétés sont à l'arrêt. Tout tourne autour de la pandémie. Seules quelques disparitions de personnalités qui ne sont pas décédées du Covid-19 permettent aux médias de traiter d'autre chose, comme la mort d'Albert Uderzo et, dans un autre registre, l'attentat à Romans-sur-Isère. Même pour le premier tour des municipales, le 15 mars dernier, le coronavirus représentait en moyenne 69% du temps d'antenne des chaînes d'info en continu, selon la même étude. Le soir de l'élection, les commentateurs ne pouvaient s'empêcher d'évoquer le Covid-19 plus encore que l'élection, qui paraissait secondaire.

En presse écrite, l'impact du Covid-19 est considérable aussi. Selon une étude de Tagaday (ex-Press'edd) pour *Le Journal du dimanche*, le virus a dépassé de très loin tous les autres sujets les plus médiatisés. À titre de comparaison, plus de 6000 articles de presse étaient consacrés aux « gilets jaunes », au plus fort du mouvement, en décembre 2018. Pour l'élection du président Emmanuel Macron, c'était 8000 articles. Mais le coronavirus les coiffe au poteau : 19 000 articles par jour !

Des audiences tout aussi historiques

Une question se pose : les téléspectateurs sont-ils au rendez-vous face à cette actualité qui monopolise tout ? Les journaux télévisés de TF1 et France 2 ont réuni jusqu'à 15 à 20 millions de téléspectateurs quotidiens cumulés. À BFM TV, « le mois de mars est le meilleur mois de toute l'histoire de BFM TV en termes d'audience », nous explique tout simplement la directrice de la rédaction de BFM TV, Céline Pigalle. Plus fort que les élections présidentielles, plus fort que les « gilets jaunes ». En mars 2020, BFM fait 4,1% de part d'audience (PDA). À titre de comparaison, elle en faisait 2,2% en janvier dernier. Début avril 2020, après deux semaines de confinement, on assiste à une très légère diminution : à 3,8%, mais ça reste important. En termes de nombre de téléspectateurs, la première semaine de confinement, ce sont 18 à 20 millions de personnes qui viennent voir BFM sur une journée, puis 16 à 17 millions depuis début avril. Habituellement, ce sont 8 à 10 millions. La chaîne note un pic surtout pendant la traditionnelle conférence de presse du directeur général de la santé Jérôme Salomon, puis vers 22h30, « comme si on avait besoin avant

de s'endormir de savoir où l'on en est », souligne Céline Pigalle.

« Cette crise du Covid-19 modifie notre rapport aux médias, le confinement a rendu les gens très dépendants à l'information », analyse Isabelle Veyrat-Masson, historienne et sociologue des médias. Pour des confinés, les médias sont, en effet, les seuls moyens d'avoir accès au monde extérieur et à ce qui s'y passe. « Les médias remplacent en quelque sorte les échanges que l'on n'a plus avec nos proches », estime-t-elle. « Cette importance cruciale de l'information peut être comparée à la période de la débâcle, souligne encore la chercheuse, quand les gens fuyaient, ils se dépêchaient de trouver une radio pour savoir où se situaient les troupes, où fuir, etc. ».

Autre élément intéressant : chaque jour, les Français passent une heure de plus devant le petit écran depuis le confinement, selon Médiamétrie. On pensait que ce serait les plateformes comme Netflix qui prendrait ce marché des confinés, mais la télévision ne s'en sort pas mal. Même la durée d'écoute des « jeunes » de quinze à vingt-quatre ans a augmenté. Que penser de cet engouement pour la télé ? « Serait-ce la fin de la fin de la télé ? », s'amuse Isabelle Veyrat-Masson. « Elle est redevenue en tout cas le lien social, le lien familial entre les générations, ce que l'on regarde ensemble pendant le confinement. » Mais pas sûr que cela dure : cela sera associé à cette période de confinement, presque un mauvais souvenir, il est probable que l'audience télé s'érode à nouveau à l'avenir, estime-t-elle.

Journalistes contraints au télétravail : un « sentiment d'irréalité »

Comme la plupart des citoyens, les journalistes ont dû aussi se confiner et se résoudre au télétravail. L'immeuble qui abrite les journalistes du *Monde* ou celui de France Télévisions sont devenus des vaisseaux fantômes. Le minimum de personnels et de journalistes vient sur place. Pour les rares présents, leur température est prise à l'entrée de France Télévisions, et même avant certains plateaux d'émissions magazines comme *Le Magazine de la santé*. Les salariés de France Télévisions sont invités à signaler à leur hiérarchie dès qu'ils ont le moindre soupçon de symptômes de Covid-19 et sont mis immédiatement en quatorzaine : la semaine du 23 mars 2020, 280 salariés sur l'ensemble du groupe France Télévisions étaient ainsi mis en quatorzaine. France Télévisions a même dû fermer une dizaine de locales, quand trop de monde en était absent. Pour faire face à la pénurie de tournages, les reportages de différentes éditions sont mutualisés. Il n'est pas rare de voir le même sujet au 13 heures et au 20 heures.

À BFM, relativement peu de télétravail. « Peu de postes sont possibles en télétravail. Si on poussait

les règles sanitaires à leur maximum il ne pourrait plus y avoir d'antenne ! », estime Céline Pigalle. En plateau, des mesures sont prises pour diminuer et espacer le nombre de personnes présentes. Les duplex sont maintenus : « Le rendu n'est pas le même en Skype : c'est le plaisir de voir de vrais gens. » Mais les conditions de travail ont été réorganisées, pour créer une sorte de réserve. Les journalistes travaillent donc quatre jours à la suite au lieu de cinq, « pour pouvoir leur demander d'enchaîner sept jours si trop de monde est absent », explique la directrice de la rédaction.

Côté presse écrite, le télétravail, *a priori* davantage envisageable, s'est largement développé. Plusieurs médias ont raconté à leurs lecteurs comment ils procèdent. Dans un article signé du directeur délégué aux relations avec les lecteurs, Gilles van Kote, *Le Monde* décrit cette rédaction devenue étrange, où l'on voit des ordinateurs contrôlés à distance par les journalistes grâce au VPN, leurs écrans qui semblent s'allumer seuls, les curseurs de souris qui bougent comme actionnés par un fantôme, car les journalistes ont pris possession de leurs ordinateurs depuis chez eux. C'est une première dans l'histoire du journal. « C'était un saut dans l'inconnu : traiter de l'actualité probablement la plus forte depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale tout en mettant cinq cents journalistes en télétravail en moins de quarante-huit heures », explique Luc Bronner, le directeur de la rédaction du *Monde* cité par Gilles van Kote. Historique aussi, la conférence de rédaction de *Charlie Hebdo* par Skype, que le journal raconte dans un article.

Il est toujours possible pour un journaliste d'enquêter ou d'interviewer par téléphone. Mais c'est particulièrement frustrant pour les reporters. Comme le dit une journaliste dans l'article du *Monde* : « On n'a jamais été si loin de ses sujets. » « Le télétravail, c'est un sentiment d'irréalité », souligne très justement Valérie de Senneville, grand reporter pour *Les Échos*, interrogée dans un article de *Charlie Hebdo*. « Tout compte en reportage : les mots, la manière de dire quelque chose, l'expression du visage. Un journaliste c'est saint Thomas, il a besoin de toucher pour voir, là on est obligé de croire les gens sur parole. » Contrainte au télétravail, elle multiplie les témoignages, accumule davantage d'éléments que d'habitude pour réaliser ses articles. Raphaël Tresanini, reporter pour Brut basé en Italie, confirme : « Des interviews par FaceTime, c'est une façon très différente de travailler. La barrière numérique impacte nos perceptions de journalistes, on peut moins se rendre compte si la personne interviewée nous mène en bateau. »

Le terrain : y aller ou pas ?

Les journalistes sont une des rares professions à avoir le droit de se déplacer sans dérogation, en montrant leur carte de presse, au nom du droit à l'information, heureusement préservé. Toutefois, le risque n'est pas seulement le danger pour soi-même, c'est aussi d'être un vecteur pour d'autres. C'est toute la complexité de la situation. La journaliste Agnès Duperrin, cheffe de rubrique à *Notre*

temps et directrice de l'AJMED, Association des journalistes médicaux grand public, estime que les journalistes doivent faire « bon usage » de cette liberté : « On a ce sésame, mais il ne faut pas en abuser. On est des citoyens, on a aussi une sorte de devoir d'exemplarité », souligne-t-elle. Aussi, elle estime qu'il ne faut faire du reportage qu'à chaque fois qu'on ne peut faire autrement.

Pour certains médias, comme *Le Monde*, il s'agit de limiter au maximum les reportages. « Des instructions très claires ont été données aux journalistes du *Monde* : il n'est pas question de sortir et d'aller en reportage, sauf nécessité absolue et autorisation de la direction de la rédaction », explique Gilles van Kote. Même chose à *20 minutes* : « La consigne est de ne pas faire de reportage, autant pour votre propre sécurité que par respect des consignes collectives. Ils ne sont possibles qu'à titre exceptionnel et doivent tous faire l'objet d'une validation de la rédaction en chef », explique un article publié sur le site.

Le Syndicat national des journalistes (SNJ) au niveau national a publié un communiqué précisant : « Aucun journaliste n'est contraint d'être envoyé en reportage sans les conditions de sécurité nécessaires. Il peut alors exercer son droit de retrait, s'il estime qu'il y a un danger pour lui et pour autrui » et rappelant qu'il convient impérativement de « munir les équipes sur le terrain de gels hydroalcooliques, de lingettes pour nettoyer les postes de travail, de masques protecteurs, de gants, afin que les [...] journalistes [...] puissent exercer leur mission d'information, en restant en bonne santé et sans propager le virus. » Mais certaines rédactions comme Radio France seraient même allées trop loin dans le principe de précaution. C'est le **SNJ Radio France** qui le dénonce : « Il faut reconnaître le souci de Radio France de protéger ses personnels et de ne pas les exposer. [...] Mais pour de nombreux salariés de Bleu et notamment des journalistes, le principe de précaution a été poussé au-delà du raisonnable et du compréhensible ».

Serait-ce aussi dangereux qu'un terrain de guerre (osons la comparaison puisque Emmanuel Macron emploie ce terme !) ? « Absolument pas ! », estime Anne Nivat, reporter de guerre qui a couvert notamment la guerre en Tchétchénie. Pour elle, « le vrai danger, le danger de mort immédiat absolu et totalement imprévu, il est sous les bombardements aériens. Et là il n'y a plus de maison pour se confiner. On est partout en danger. » Un droit de retrait serait clairement pour elle un manque de courage. « Un journaliste ne doit pas exercer son droit de retrait sinon il n'est plus journaliste, mais je suis très maximaliste », dit-elle.

D'autres, pourtant habitués de terrains difficiles comme Raphaël Tresanini, reporter pour Brut et pour l'émission « C politique », habitant à vingt kilomètres de Rome, là où l'épidémie bat encore son plein, ont opté pour le télétravail. « On n'a pas l'équipement pour affronter le virus. Et contrairement à un terrain de guerre, tu ne sais pas précisément où est ton ennemi, si tu ne le

ramènes pas avec toi. Une comparaison plus pertinente serait avec un travail d'enquête sur des mafieux, est-ce qu'il n'y aura pas un retour de bâton un jour ? »

À France Télévisions, certains journalistes ont fait valoir leur droit de retrait, estimant que les conditions de sécurité dans le travail n'étaient pas remplies. D'autres, à l'inverse, estiment qu'il ne s'agit pas de désertier maintenant, y compris pour des terrains difficiles comme aller tourner dans des services de réanimation. Services dans lesquels les journalistes entrent équipés de la tête aux pieds, de manière aussi draconienne que le personnel soignant. Mais certains sont tombés malades après des tournages.

Pour éviter trop de contaminations, plusieurs chaînes ont mis en place des binômes journalistes reporters d'images (JRI)-rédacteurs qui sont autonomes toute une semaine et ne repassent pas à la rédaction déposer leur caméra. Chacun est équipé d'une perche et d'un micro-cravate pour ne pas faire d'« aller-retour » entre l'interviewé et la bouche du journaliste. Théoriquement, les reporters sont équipés de masques, mais encore faut-il que la chaîne en ait suffisamment.

Un risque accru de précarité pour les pigistes

Le risque, aussi, c'est que ce soit, comme souvent, les plus précaires qui trinquent. À M6, pour pallier le télétravail des journalistes, on a fait appel à des boîtes de production pour des tournages. Mais, souvent, les conditions sanitaires n'y sont pas toujours respectées. Ainsi, dans certaines boîtes de production qui ont coréalisé un « Zone interdite » consacré au Covid-19, il n'y aurait eu aucune mesure de protection. Notamment, les montages continuent dans une même salle comme si de rien n'était alors que d'autres rédactions ont opté pour le montage à distance.

Autre problème, celui des pigistes ou intermittents qui se retrouvent face à une baisse considérable de commandes, nombre de hors-séries ou de magazines ne paraissant pas depuis le confinement et plusieurs tournages étant annulés. Une intersyndicale demande que les employeurs optent pour le chômage partiel. Mais c'est au bon vouloir de la rédaction ou du producteur.

Quel « après Covid-19 » ?

Que va-t-il rester de cette crise du Covid-19 pour les médias, que va-t-on découvrir, une fois le « blast » passé ? Cette restriction aux reportages aura-t-il eu un impact sur l'approche de l'information ? S'il y a moins de reportages, il reste malgré tout un rôle crucial des journalistes, celui

de lutter contre les *fake news*, comme le souligne Agnès Duperrin. En effet, les théories du complot vont bon train autour du Covid-19. C'est aussi une crise qui a permis l'émergence de sources et d'intervenants en plateaux beaucoup plus scientifiques que politiques. Avec des médecins qui osent dire « je ne sais pas » – comme face à l'efficacité de la chloroquine –, des prises de position moins tranchées, moins polémiques. Est-ce que ces discours vont perdurer une fois la crise terminée ?

Par ailleurs, les tournages en mode « dégradé » vont-ils le rester ? C'est la crainte de certains reporters : des boîtes de production toujours promptes à réduire les coûts pourraient réaliser qu'il est possible de rogner encore plus sur les tournages, en envoyant moins de monde sur le terrain ou en multipliant les Skype. Pour Isabelle Veyrat-Masson, ce ne sera pas le cas : « c'est comme les rutabagas pendant la guerre, cela rappellera de mauvais souvenirs, ce sera la télé associée à la période de confinement ». Pour Céline Pigalle, « le Skype sera certainement banalisé, on ne s'interdira plus de le faire. » Pour autant, rien ne remplace le reportage, la mise en perspective, le récit du journaliste, assure-t-elle.